

Retour sur la journée d'étude du 2 avril 2011

travail bruxellois et que celui-ci ne soit pas déplacé à Anvers, Malines ou Gand, la Wallonie profiterait en effet des transferts financiers d'une région dont la miniorisation démographique et politique nourrirait d'autant plus le sentiment de frustration.

Le professeur Jules Gazon a déploré, au nom du Cercle Condorcet de Liège, que les médias aient dépêché si peu de journalistes au colloque. Las, sans doute lui préférèrent-ils la si belge nommée 'Révolution de la Frie', que des étudiants, fervents impétrants de la Confrérie des Crétins Diplômés, organisent à Louvain-la-Neuve, soucieux d'apporter une contribution aussi festive qu'inéclarée au débat existentiel belge, avec la bénédiction des Dr Diafoirus

Bruxelles bénéficierait aussi de l'appui de la France afin de négocier à son avantage la séparation d'avec la Flandre. La minorisation politique de la Wallonie et sa colonisation mentale⁽¹⁾ ne rendent-ils pas nécessaire qu'elle s'émancipe avec Bruxelles du carcan belgo-flamand?

Le projet d'union-intégration à la France, dont Jacques Lenain a esquissé les contours, est à la fois réaliste et séduisant. Il présente le double avantage de préserver les acquis de 180 ans d'histoire belge, tout en assurant à la Wallonie et à Bruxelles un cadre propice à leur redéploiement économique : la République française, sociale et solidaire. Une telle perspective ne satisfera sans doute pas les révolutionnaires de salon décidés, au mépris de toute considération des faits, à biffer d'un trait de plume l'État et vengeur Belgique franco-

Anciens ministres-présidents de la Région wallonne ou de la Communauté française de Belgique, Jean-Maurice Dehousse, Valmy Féaux et Robert Collignon ont assisté, ainsi que l'ancien président du Parlement wallon Willy Burgeon, à la journée d'étude du 2 avril. Le 7 avril, à l'initiative de Willy Burgeon et avec l'assentiment de Paul Furlan, la fédération du PS de Thudinie a invité ses membres à une soirée d'information consacrée au rattachement de la Wallonie à la France. Les orateurs invités étaient Jules Cheude et Jacques Lenain (*Vers l'avenir* du 8/4/2011).

(1) Laquelle consiste en l'instauration, dans l'esprit du colonisé, des valeurs, préjugés et vision de l'histoire du colonisateur (cf. Michel Quévrit, *Flandre – Wallonie. Quelle solidarité ?*).

Éditeur responsable:
Jean-Paul ROOS
rue Middelbourg 65,
1170 Bruxelles

Collaborateurs :
Pierre Bertrand, Cédric Chopin,
François Deitf, Paul Dureux,
Jean-François Gosse,
Adrien Laurant, Pierre Mélot,
Jacques Rogissart,
Jean-Paul Roos.

Les articles publiés n'engagent que leurs auteurs. France-Mallorie-Bruelles applique les rectifications orthographiques approuvées par l'Académie française et publiées au Journal officiel de la République française en 1990

François Detif



WALLONIE-BRUXELLES

La voie vers l'union de la Belgique française à la France

Avertissement : l'expression 'Belgique française' désigne ici simultanément les deux régions actuelles de la Wallonie et de Bruxelles. Elle ne signifie pas que les entités fédérées francophones fusionneraient en une seule collectivité une fois réunies à la France, tout en excluant pas cette hypothèse.

La maladie congénitale de la Belgique a repris le dessus, implacable. Il y a lieu de penser que cela ne s'arrêtera jamais, entre deux périodes de rémission. Cette maladie, c'est la question nationale – en clair le clivage entre Flamands et Belges francophones. Il est inutile d'essayer de la réjouir tout au fond de l'inconscient collectif belge : la réalité – la vérité – sont têtues.

'Regarder la vérité en face' : l'expression prend ici tout son sens. Oui, la Belgique peut disparaître, se scinder en deux entités. Oui, la Wallonie et Bruxelles peuvent être amenées, dans ce cas, à rejoindre la France. Quoi qu'on pense de cette dernière hypothèse (adhésion, indifférence, hostilité...), elle doit être envisagée, ne serait-ce que par précaution, pour éviter un sauve-qui-peut général et improvisé si les événements se précipitent. Dans ce contexte incertain, disposer d'une feuille de route est un atout considérable. Telle est la nature du présent texte.

Une précision s'impose d'emblée. Le comble de l'absurdiré serait de juger par avance dérisoire et sans intérêt tout événement qui aurait lieu entre aujourd'hui et la date éventuelle de la scission, à la façon des gauchistes du siècle dernier pour qui les conquêtes sociales au quotidien n'étaient que des pertes de temps face à la perspective du 'Grand Soir'. 'Le plus tôt sera le mieux' n'est pas notre slogan. 'Le moment venu' est le fond de notre pensée.

Le chemin vers l'union à la France devra être borné par trois principes intangibles : **Intégration**, **Continuité**, **Echange**. À défaut l'échec, le rejet par les Wallons et les Bruxellois sera non seulement inévitable, mais aussi légitime.

L'**intégration** est le principe moteur, qui définit l'objectif à atteindre, c'est-à-dire faire de la Wallonie et de Bruxelles des territoires de la République à part entière, en refusant les solutions intermédiaires telles que la 'sovereinété-association', sauf à titre transitoire : la Belgique française mérite mieux que de devenir un simple État-satellite replié sur lui-même et son passé. Les Belges francophones deviendraient alors des citoyens français, sans aucune restriction. Participant aux élections nationales : présidentielles et législatives. Accédant immédiatement à tous les emplois publics régaliens dans l'ensemble du pays : armée, justice, police, impôts... Ce projet ambitieux est à nos yeux le seul capable de donner aux Wallons et aux Bruxellois le destin qu'ils méritent.

La **continuité** est la seule méthode pertinente pour parvenir à une intégration réussie. Ce serait pure folie et bêtise que d'effacer près de deux-cents ans d'histoire. La Belgique n'est pas une parenthèse à refermer au plus vite, pour enfin accéder à une hypothétique 'vraie vie'... Il est évident qu'aucun citoyen de ce pays – y compris les réunionnistes – n'a l'intention de renier en quoi que ce soit ce qui sera peut-être un jour son 'passé belge'. Nos ancêtres, en tant que Belges, n'ont pas vécu ni ne sont morts pour rien.

La façon dont fut menée la réunification allemande constitue à bien des égards un parfait contre-exemple. Certes, il fallait sans réserve étendre à l'Allemagne

de l'Est la Constitution de l'Allemagne fédérale. Le maintien, même pour quelques années, d'un État est-allemand, le temps d'acclimater les principes de l'économie sociale de marché, n'avait guère de sens, et représentait à l'époque un risque géopolitique. Mais tout ou presque a été détruit. Quarante ans d'histoire abrogés. 'Oubliez tout ce que vous avez appris', la phrase fut, paraît-il, prononcée par certains Allemands de l'Ouest. La transition, pour les Allemands de l'Est, fut donc brutale et bien souvent traumatisante, avec le sentiment que tout ce qui avait fait leurs vies – les drames, les joies, le travail, le quotidien – n'avait peut-être eu aucun sens. Des gens qui avaient su préserver des espaces de liberté durant les années de dictature, qui avaient été les acteurs d'une révolution populaire et démocratique, furent infantilisés. Les choses qui auraient pu être conservées, avec toutes les adaptations nécessaires, ne l'ont pas été. Un peu comme si, à Cuba, un nouveau régime fermait hôpitaux et écoles, en tant que symboles du castisme...

Un exemple souvent cité, loin d'être anecdotique, est le démantèlement du réseau de crèches et de jardins d'enfants. C'était en effet, vu de l'Ouest, un abominable exemple de pratiques autoritaires, d'embrigadement collectif dès la petite enfance. Pendant plusieurs années, les médias ont consacré régulièrement des articles et des reportages très sérieux à ce douloureux sujet. Le fait que les puéricultrices, bien formées, n'avaient rien d'idéologiques obuses ne fut pas retenu ; non plus que les mamans est-allemandes soient les gagnantes du système. Au contraire, ces dernières furent culpabilisées, rendues coupables d'avoir confié sans remord leur progéniture à des institutions

aussi odieuses. Résultat (avec d'autres facteurs) : un écroulement sans précédent de la natalité!

Aujourd'hui – vingt ans après! – il existe encore une frontière invisible entre les länders de l'Ouest et ceux de l'Est, ainsi qu'un décalage économique toujours significatif. C'est la preuve, s'il en était besoin, que toute politique de la table rase est à proscrire.

Concrètement, le principe de continuité implique de maintenir, à chaque fois que possible, les structures de toutes natures encadrant la vie quotidienne et citoyenne. Cet objectif peut se résumer par la formule 'Ne pas toucher aux guichets'. Si des évolutions s'avèrent inévitables, l'existant servira toujours de point de départ. La Belgique et la France ont à peu de choses près le même niveau économique, ainsi qu'un modèle social tout à fait comparable. Il est donc assez simple de trouver l'équivalent français de n'importe quel service public belge. L'enjeu est également que la culture belge francophone trouve toute sa place au sein de la République. Les particularismes des régions françaises demeurent toujours très marqués, contrairement à une idée reçue très répandue. La France n'a jamais été un monolithe homogène. De la Flandre française au Roussillon, de la Bretagne à l'Alsace, en passant par l'Île-de-France, ce sont l'environnement, le climat, les modes de vie et de nombreux traits de mentalité qui diffèrent. De plus, la Wallonie et Bruxelles pourront conserver des institutions culturelles spécifiques. Ainsi tout le groupe RTBF resterait sous la seule responsabilité des deux régions, de même que l'enseignement à tous les niveaux. Est-il utile de préciser que les mots 'septante', 'nonante', 'bourg-mestre', etc. resteraient pleine-

ment d'usage officiel ? Non, il n'y aura pas de police de la langue ! Non, les traditions wallonnes ne seront pas moquées, et encore moins détruites ! Toute propagande belgeaine qui prétendrait le contraire se rendrait coupable de la plus grotesque manipulation.

La Belgique française bénéficierait, en raison de son parcours historique propre, d'un cadre institutionnel particulier. Ce cadre statutaire, inscrit dans la Constitution française, est la garantie de la continuité juridique et administrative. L'union avec la France ne sera pas synonyme d'annexion : la Belgique française apportera et emportera avec elle tout ce qui fait son identité.

L'échange est la conséquence des deux premiers principes. La Belgique française dispose d'atouts considérables, déjà étudiés avec attention par leurs voisins d'outre-Quievrain. Il en est ainsi de l'encadrement des personnes handicapées, où la France souffre d'un retard considérable : les établissements belges accueillent des personnes n'ayant trouvé dans l'Hexagone aucune place près de leur domicile. Valérie Létard, élue de Valenciennes, un temps chargée du dossier au sein du gouvernement, a cité la Belgique en exemple et dit s'en inspirer. Autre domaine : l'enseignement

supérieur. Une loi votée en 2007 prévoit que, d'ici à 2012, toutes les universités françaises devront accéder à l'autonomie administrative et budgétaire. Au 1er janvier 2011, les trois quarts d'entre elles auront déjà fait ce choix. Mais que faire de ces libertés nouvelles très étendues ? La réforme a suscité dernièrement des craintes et des oppositions pas toujours justifiées. Sans minimiser leurs difficultés propres, les universités francophones de Belgique, qui parviennent à conjuguer une large autonomie et un accès démocratique aux études, peuvent servir de référence intéressante. Il faut considérer la Belgique française non pas seulement comme l'addition de deux régions belges, mais aussi comme la moitié d'un État aujourd'hui souverain, ayant accumulé à ce titre sa propre expérience, dont la France aura tout intérêt à tenir compte. Intégration, continuité, échange. Ces trois postulats étant posés, il en découle un certain nombre de conséquences qu'il faut à présent étudier, en prenant appui sur des références constitutionnelles, des outils juridiques et des méthodes existant déjà en droit français, afin de dresser le portrait d'une 'Belgique française' encore hypothétique. Décrire une utopie, c'est déjà la rendre possible.

Cécile Chopin

Ils l'ont dit !

François Beaudonnet, correspondant permanent de France 2 à Bruxelles (Le Soir, 11/3/2011) : *" La question n'est pas tant de savoir quand la Belgique va se séparer, mais quand et comment, même si cela prendra peut-être des décennies. Il faudrait pour que ce pays se raccroche qu'il y ait une volonté forte. Soit des dirigeants, mais je ne la vois pas. Soit du peuple, mais je constate plutôt une grande apathie. "*

Eric Defoort, cofondateur de la N-VA (journée d'étude consacrée à l'après-Belgique du 2 avril 2011) : *" De P-DG [président-directeur général] à CEO [Chief Executive Officer], le français fille à l'anglaise. "*

Billet sur la Francophonie

La Francophonie et l'Afrique

Les experts démographes des Nations Unies estiment qu'en 2050, selon un accroissement démographique propre, la Francophonie comptera 700 millions de locuteurs, dont 500 millions en Afrique... Cette progression spectaculaire requiert une prise en considération spécifique des francophones africains, bientôt majoritaires.

Depuis quatre ans, un institut d'enquête spécialisé, l'Africascope, étudie et mesure annuellement l'audience et l'utilisation du français dans sept grandes villes africaines : Bamako au Mali, Dakar et Pikine au Sénégal, Abidjan en Côte d'Ivoire, Douala au Cameroun, Libreville au Gabon et Kinshasa en République démocratique du Congo. Les enquêteurs ont sélectionné plusieurs questions : Parlez-vous français ? Savez-vous lire le français ? Savez-vous l'écrire ? Comprenez-vous les informations en français à la radio ou à la télévision ? Les réponses permettent de constituer trois groupes : francophonie simple, francophonie maîtrisée, non francophonie.

Les résultats révèlent qu'Abidjan, Douala, Kinshasa et Libreville dominent le tableau comparatif :

- À Abidjan, 100 % des habitants parlent français, tandis que 75 % savent le lire et l'écrire ;

- 99 % des Doualais parlent français, 85 % fréquentent l'école française ;

- À Kinshasa, 92 % des personnes interrogées parlent français, 77 % sont inscrites à l'école française et 55 % maîtrisent le français ;

- Quatre habitants de Libreville sur dix maîtrisent le français et 85 % fréquentent l'école française, atteignant ainsi un niveau élevé de compétence ;

- À Dakar, 74 % parlent français et 66 % fréquentent l'école française. Trois Sénégalais sur dix maîtrisent le français ;

- À Bamako, 65 % parlent français, mais moins de la moitié des Bamakois suivent les cours de l'école française. Une faible connaissance de la lecture et de l'écriture en résulte : seuls trois habitants sur dix maîtrisent le français.

Toutes les populations interrogées affirment majoritairement, sauf à Abidjan (48 %), que l'usage du français progresse en Afrique subsaharienne. Son incidence sur le niveau d'instruction leur paraît déterminante : il ouvre l'accès à l'éducation et à l'exercice d'une profession privilégiée. Cette appréciation domine dans les milieux instruits qui maîtrisent le français.

Paradoxalement, les habitants défavorisés des bidonvilles, le plus souvent sans travail ni éducation, adoptent la même conclusion. Toutefois, en particulier à Dakar et à Kinshasa, les populations estiment que la connaissance du français ne suffit pas, à elle seule, pour réussir dans l'existence.

Ces multiples sensibilités africaines justifient une préoccupation attentive de l'Organisation internationale de la Francophonie, ainsi que l'adoption d'une politique spécifique qui contribue à faire émerger l'Afrique subsaharienne, bientôt locuteur francophone majoritaire. Notre complémentarité historique l'impose et notre avenir commun s'en trouvera conforté.

Pierre Bertrand
Sénateur honoraire

Source : La langue française dans le monde - 2010. Organisation internationale de la Francophonie.



FRANCE

WALLONIE-BRUXELLES

Au fil d'une eau bourbeuse

L'agonie du Système belge n'est déjà un cas d'école pour la science politique. Non qu'elle soit digne : elle est marquée au coin de la petitesse des hommes et des calculs. Non qu'elle soit compliquée : la répétition indéfinie du même scénario lui confère une telle banalité que même ses exégètes traditionnels en baillent de lassitude. Son originalité réside en ceci que, dans une nation dont tout le monde convient qu'elle n'existe plus (nous disons, nous, plus exactement, qu'elle n'a jamais existé), on s'évertue à poser la coupole d'un État que l'on va vider d'une grande partie de sa substance et qu'il faudra écarteler entre les aspirations radicalement contraires de ses peuples. Qu'est donc encore la Belgique, dont Metternich aurait dit qu'elle n'est qu'une expression géographique ? Les partis francophones répondent en chœur : une plus-value. S'ils le croient pas, ou plus, c'est un mensonge. Un simple coup d'œil sur le dernier demi-siècle découvre d'inventorier tout ce que la Flandre nous a pris en actifs, en manques à gagner, en emplois, en situation linguistique, en postes de commandement, sans parler de ses progrès dans la conquête de Bruxelles. Et cela continue à l'armée, aux chemins de fer, à la Poste. Avec en prime des flétrissures psychologiques : on nous répute fatigués, frivoles, mendiants. Heureusement, la Wallonie sort de sa torpeur et relève la tête. Mais qu'attendons-nous, grands dieux, pour nous arracher à ce reste de Belgique qui nous dépouille comme au temps de sa vigueur et nous prépare de nouveaux abaissements ?

Oh, il faut se réjouir qu'un an après la dissolution des Chambres, aucun dirigeant francophone n'ait encore signé la capitulation presque sans conditions que réclame la Flandre plus fort que jamais. J'avoue humblement que je ne l'espérais pas. Que voulez-vous, ces gens-là avaient tellement pris le pli de la soumission ! Mais la résistance stratique finira par s'user, sauf si elle portait, par un bonheur improbable à ce jour, l'exaspération flamande à un tel point d'incandescence que les

vestiges de l'union pseudo-nationale en seraient calcinés. Elle est viciée par la croyance, sincère ou non, dans la « plus-value » belge-caine. Celle-ci est surtout l'expression d'une classe politique engoncée dans ses habitudes, contente au fond de déléguer ses pouvoirs stratégiques à un pouvoir central où elle n'a plus qu'un rôle subalterne et à une Europe de technocrates mondialistes, présentée tantôt comme une fatalité inéluctable, tantôt comme porteuse d'un destin radieux. Cette classe politique, déjà vieille en âge et en pensée, a peur de l'inconnu que lui désigne, avec une opportunité croissante, son soi-disant « plan B », auquel manquent les éléments essentiels d'un plan : la volonté d'attendre le but et la liste des moyens pour y parvenir. Répétons-le : une fois décidée, la scission se fera brèvement, simplement et paisiblement. Et nos politiciens seront surpris de voir se dénouer les noeuds gordiens qu'ils empêchent actuellement d'enfin concrétiser les possibilités de développement qu'obscurcissent les raisonnements à l'aune belgecaine.

Il ne faut même plus avoir l'ouïe fine pour entendre craquer l'armature du Système. Sur toutes les questions de fond, l'opposition entre Flamands et francophones est devenue si évidente que même les désois tentatives pour redonner une pertinence au rassurant clivage gauche-droite se brisent sur l'altérité des projets collectifs du nord et du sud. Notez que tout cela était visible depuis longtemps. Seulement, les caciques francophones le niaient, fantasmatiquement, quand ils n'essayaient pas d'éteindre la mèche à coup de concessions jamais payées de retour. Les voici maintenant le dos au mur ultime de leurs fortifications en carton-pâte, dans leur dernier blockhaus de leur ligne Maginot où ils radotaient qu'ils n'étaient demandeurs de rien. Ils continuent de ne rien demander, mais ils ont déjà beaucoup cédé. Cette fois, malheureusement, tout nouvel abandon sera une grande excision au vif de notre chair.

Nous ne serions pas réunionistes si le dépérissement de l'État

belge nous faisait peur. Ce qui nous effraie, c'est que le processus de la séparation est réglé par la Flandre, qui s'empare subrepticement des meilleurs morceaux avant partage et qui revendique les plus gros en échange d'un bref sursis du coup de grâce au fédéralisme. Combattre ses prétentions avec une contrainte belgitudesque dans la stratégie, c'est permettre au temps de jouer pour elle en stimulant des envies de compromis qui s'approchent toujours plus de la compromission. La Flandre ne changera pas. Elle ne reculera pas, sauf à prendre un peu de champ pour un nouvel élan. Relisez la lettre au Roi de Jules Desreé. Elle était prophétique, près de nonante ans avant la crise d'aujourd'hui.

Nos politiciens s'indignent à bon droit de la proposition d'armistie prise en considération par la quasi-totalité des partis flamands. Mais c'est leur surprise qui étouffe. La Flandre ne renonce à rien de ce qui lui tient à cœur. Génération après génération, elle ressasse ses rancunes avec ce que Maupassant appellerait « une haine de paysan volé ». Elle ne nous aime pas, et elle n'aime pas nos conceptions de la vie en société. Et l'on veut l'obliger à coexister avec nous dans le même royaume ? Si c'est le cas quelque temps encore, elle nous fera payer le prix de ce retard sur la route de sa destinée.

Nationalisme : un gros mot ?

Osons être politiquement incorrect. La force de la Flandre et le secret de ses victoires résident dans son nationalisme, cette soudure d'un peuple autour d'une volonté forte et commune. Ce qu'en disent nos belgicains n'exprime que leurs frissons. Ils n'ont aucun obstacle à y opposer parce qu'il n'y en a qu'un d'efface : le nationalisme lui-même ou, si l'on a peur du mot, le patriotisme. Mais il n'y en a pas sans patrie, et aucune « plus-value » ne peut en tenir lieu. La fédération Wallonie-Bruxelles est une nécessité technique du moment, mais il lui manque le ciment psychologique – j'allais écrire psychique – d'une vraie nation. Cette nation-là pour nous, c'est la France. Son heure n'a pas encore sonné au carter tel de l'histoire wallonne, mais patience ! La dialectique des faits

réfutera les derniers mensonges et crèvera les dernières bulles d'illusion. Quand le jour viendra, le mot « plus-value » aura son plein de pertinence, car sa signification renverra au progrès et à la grandeur.

Après avoir brocardé M. Paul Magnette en quelques occasions, j'eus récemment l'espérance qu'il rejoindrait la cohorte des grands éclairés de la pensée wallonne en lisant son livre *Grandeur et misère de l'idée nationale*. Quel bonheur de lire sous la plume d'un ministre social-démocrate que « *le nationalisme n'est pas une maladie honteuse* » – pourvu naturellement qu'il soit démocratique ! Satisfaction aussi de le voir conclure que ce sentiment est au principe des succès flamands. Mais pourquoi ne tire-t-il de ces justes prémisses qu'un plaidoyer en faveur d'un fédéralisme certes très aménagé, quoique garant encore d'un nouveau pacte belgecain ? Contrainte partisane, réflexe conditionné ? Politologue, M. Magnette devrait cependant savoir qu'une révolution nationale ne peut s'arrêter à mi-chemin, sous peine d'échec pour longtemps. Le grand patriote irlandais Charles Parnell expliqua un jour cette vérité première à ses collègues anglais de la Chambre des Communes : « *Aucun homme n'a le droit de dire à son peuple : Tu iras jusque là et pas plus loin. Nous n'avons jamais essayé de fixer une limite au statut national de l'Irlande et nous ne le ferons jamais.* »

Il est possible qu'un gouvernement finisse par émerger du marécage où le Système est embourbé depuis un an. Il est certain qu'il devra besogner dans un pandémonium de querelles intestines exaspérées par de graves contradictions doctrinales et par l'impatience des Flamands à la recherche non du temps perdu, mais d'une rétribution pour celui-ci. Nous épargnera-t-on ces péripéties d'une décennie grotesque ? Le bon sens, l'évidence et la prudence nous conseillent la sésession. La voie décisive serait celle du courage. C'est hélas le fond qui manque le plus. Puisse la froide analyse des situations l'amener enfin à l'air libre.

Jacques Fogissart